

Article publié dans le Figaro en date du 29 juin 2006

Hugo Chavez a-t-il les moyens de sa «révolution pétrolière» ?

Par Philippe Sébille-Lopez

Le Venezuela, 5ème exportateur mondial, détiendrait 235 milliards de barils estimés récupérables d'huile extra lourde, qui s'ajoutent aux 77 milliards de baril de réserves conventionnelles prouvées, les plus importantes hors du Moyen-Orient. Il se place donc en théorie devant l'Arabie saoudite au plan des réserves (260 milliards). A 70 dollars le baril, ses énormes gisements d'huile extra lourde deviennent très attractifs.

Le président Hugo Chavez a donc décidé début 2006 de durcir les conditions financières faites aux compagnies partenaires: les nouveaux contrats seront des joint-ventures sur la base de 60% pour PDVSA, la compagnie nationale vénézuélienne, et 40 % pour les compagnies étrangères; taxes et royalties seront augmentées. Ces conditions n'ont rien d'exorbitant. Au Nigeria, les 6 majors en joint-venture avec la compagnie nationale nigériane NNPC ont un ratio identique. D'ailleurs, seule ExxonMobil, la major la plus puissante et la plus diversifiée du monde, aurait décidé de partir. ChevronTexaco et ConocoPhillips restent au Venezuela. ENI et Total également sans doute.

Dès son arrivée au pouvoir, Hugo Chavez a développé sa pétro-diplomatie tous azimuts à la fois en direction de futurs grands pays consommateurs notamment en Asie et vers les grands pays producteurs. Argentine, Brésil, Chine, Inde, Iran, Libye, Nigeria, Qatar, Russie : la liste est longue des pays avec lesquels il a signé des accords cadres de coopération, enrichis selon les cas de projets de coopération économique et commerciale.

Après une visite du président Jiang Zeming à Caracas en avril 2001, Hugo Chavez effectuait en décembre 2004 sa 3ème visite officielle en Chine.

Le pétrole figure désormais en bonne place dans les relations bilatérales avec de nouveaux projets d'investissements chinois au Venezuela. En mars 2005, pour la première visite d'un président vénézuélien en Inde, 6 contrats pétroliers et parapétroliers ont été signés, notamment entre PDVSA et ONGC Videsh.

Le président Chavez a aussi resserré les liens politiques avec plusieurs pays de l'Opep. En août 2000 déjà, avant d'accueillir le sommet de l'Organisation à Caracas, et après une visite en Libye et en Iran, Hugo Chavez avait été le premier chef d'état à rendre visite à Saddam Hussein depuis la fin de la Guerre du golfe de 1991. Plus récemment, en mai 2006 et avant d'accueillir un nouveau sommet de l'Opep à Caracas, il s'est rendu en Libye (la 4ème visite depuis 2000) et en Algérie.

Mais Hugo Chavez ne réussit pas à tous les coups. Si en 2000, sa croisade en faveur d'une réduction des quotas de production de l'Opep avait fonctionné, en 2003, avec l'invasion de l'Irak et le nouveau contexte pétrolier mondial, c'est différent. L'un des objectifs de Washington en Irak était de stimuler l'offre pétrolière mondiale pour répondre à la forte hausse de la demande. Si l'incapacité des Etats-Unis

à gérer l'après guerre a fait échouer ce projet en Irak même, l'objectif a été atteint en Libye, ce qui a conduit l'Algérie voisine à assouplir aussi largement les conditions d'accès à ses hydrocarbures. Car avec un baril à 70\$ et très peu de surcapacité de production au plan mondial, tous les pays producteurs cherchent à produire au maximum pour encaisser tout de suite les pétrodollars et accroître leur part d'un marché toujours en expansion.

Une baisse des quotas de production au sein de l'Opep n'est donc plus opportune même si le calcul du Venezuela, qui n'honore plus le sien depuis fin 2002, peut se comprendre. La production vénézuélienne, après avoir culminé à 3,5 millions de barils par jour en 1998, s'est effondrée à 2,6 mb/j en 2003, après la crise politique de décembre 2002 qui a durement frappé PDVSA. Aujourd'hui, alors que la production serait officiellement remontée à 3,1 mb/j pour l'ensemble des liquides, PDVSA aurait quand même acheté en avril, pour 2 milliards de dollars, 100.000 b/j à la Russie jusqu'à la fin 2006, afin d'honorer ses engagements à l'exportation et ne pas payer de pénalités.

Chavez n'a pas forcément les moyens de son ambition géopolitique, notamment face aux Etats-Unis, car il a aussi ses contraintes. Il a besoin des compétences techniques des majors occidentales pour la transformation des huiles extra lourdes en brut synthétique. Il lui faudra aussi très rapidement 70 milliards de \$ d'investissements, pour atteindre l'objectif très ambitieux d'une production de 5,8 Mb/j en 2012. PDVSA s'apprêterait déjà à lancer un emprunt de 20 milliards de \$ pour honorer sa cote part dans les joint-ventures avec les majors étrangères. Mais il faudra beaucoup plus ensuite, notamment pour la transformation des huiles lourdes, d'où l'importance des investissements des compagnies étrangères, d'ores et déjà essentiels au maintien du niveau actuel de la production.

Car une part croissante des recettes pétrolières est consacrée à la «révolution bolivarienne». Le pétrole représente aujourd'hui environ 33% du PIB, 80% des recettes d'exportation et 50% des recettes fiscales de l'état. Il finance les projets de développement dont le pays a bien besoin avec une économie informelle qui continue d'employer 60% de la population active. Quant au pétrole vendu à prix préférentiel à 13 pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, il coûte 1,6 milliard de dollars par an à PDVSA et ce système doit être étendu à l'Afrique. L'essence subventionnée au Venezuela, à 3 centimes d'euros le litre, a aussi un coût pour PDVSA, qui devrait néanmoins réaliser en 2006 un chiffre d'affaire de 85 milliards de dollars, dont 45 milliards au Venezuela. Les capacités d'investissement de PDVSA, au gré des engagements politiques du président Chavez, chez lui et au dehors, restent donc aléatoires pour l'avenir.

La relation américano-vénézuélienne illustre aussi d'autres interdépendances, par delà les attaques mutuelles. Si les exportations vers les Etats-Unis ont certes baissé (1,2 mb/j en 2006 contre 1,6 mb/j en 2002), c'est sensiblement dans la même proportion que la production du pays. De plus, PDVSA contrôle plusieurs raffineries aux Etats-Unis, qui traitent 750.000 b/j de brut conventionnel vénézuélien pour le marché américain. Mais très peu de raffineries au monde sont

pour le moment capables de fournir une alternative à ce brut lourd. Chavez peut nuire aux Américains, c'est vrai, mais ce serait coûteux pour PDVSA. D'ailleurs, Washington veut calmer le jeu et ne pas pousser davantage Caracas dans les bras des Russes, des Chinois, ou des Iraniens. Fort d'un soutien populaire indéfectible et sauf entreprise de déstabilisation, la probable réélection d'Hugo Chavez pour un nouveau mandat de six ans, à la présidentielle de fin 2006, avec ou sans boycott de l'opposition, inscrit le président dans la durée : un message clair pour tous les acteurs.

\* Consultant en relations internationales (Géopolia) et auteur de « Géopolitiques du pétrole », Editions Armand Colin, 2006.